
LE PROPAGATEUR

Volume VI.

15 Février 1897,

Numéro 24.

BULLETIN

15 février 1897.

* * Canada. — La question des écoles du Manitoba semble moins réglée que jamais. Les efforts faits par le gouvernement fédéral pour obtenir de Rome l'approbation de l'arrangement proposé par M. Laurier semblent n'avoir pas abouti.

Pendant ce temps, tous les évêques catholiques de la province de Québec font un appel chaleureux en faveur des écoles de Mgr Langevin et suscitent des souscriptions pour aider à fournir les sommes nécessaires aux écoles séparés. Le mouvement est général et il n'est pas douteux qu'il aboutira à la création d'un fonds scolaire assez important.

Nous croyons devoir mentionner ici le terrible incendie qui a détruit les combles de la partie ouest des édifices parlementaires d'Ottawa, il y a huit jours.

* * *

* * Angleterre. — L'événement le plus grave qui s'est produit dans la présente quinzaine est la tension des rapports entre l'Angleterre et la France, tension évidemment fâcheuse et qui a eu lieu à propos de l'Égypte et surtout des paroles prononcées au parlement anglais par le nouveau chancelier de l'échiquier, Sir Michael Hicks-Beach. De l'avis même des Anglais, ces paroles avaient l'air de porter un défi à la France. Il s'agissait de la décision rendue par la Cour d'Appel d'Alexandrie, à propos de l'emploi des fonds égyptiens engagés dans l'expédition du Soudan. La France et la Cour d'Appel avaient estimé qu'il était de toute justice de ne pas méconnaître d'une façon aussi grave les intérêts des porteurs de titres égyptiens. C'est cette décision de la Cour que Sir Michael a attaqué en disant qu'elle créait ainsi une "position presque absurde." Les intempérances de langage du chancelier ont amené, à la Chambre des députés de Paris, une verte déclaration de M. Hanotaux, ministre des affaires étran-